



Built to Lead

Pour publication immédiate : 31/10/2016

GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO

**LE GOUVERNEUR CUOMO APPELLE LE CANADA À LEVER LES OBSTACLES
POTENTIELS À L'EXPORTATION POUR LES FOURNISSEURS DE LAIT DE
NEW YORK**

*Il demande instamment au Premier ministre canadien à reconsidérer les
nouvelles réglementations qui formeraient un obstacle à l'exportation d'un
produit laitier essentiel de New York*

*Les réglementations proposées menacent le plus grand secteur agricole de New
York avec des pertes potentielles de 50 millions de dollars*

*Elles coïncident avec une réunion de l'accord tri-national sur l'agriculture en
Ontario*

Lettre au premier ministre Trudeau [Ici](#)

Le Gouverneur Andrew M. Cuomo a annoncé son opposition aux réglementations proposées qui créeraient un obstacle pour les producteurs laitiers de New York exportant un produit laitier essentiel new-yorkais au Canada. Dans une lettre au Premier ministre canadien Justin Trudeau, le Gouverneur a appelé le gouvernement canadien à développer un accord national qui bénéficierait mutuellement au commerce à travers les frontières. Si les normes provinciales proposées sont mise en œuvre au Canada, elles pourraient résulter en des pertes de marché de 50 millions de dollars pour l'industrie laitière de New York.

« Le secteur laitier de New York est un élément essentiel de notre industrie agricole, et ces réglementations pourraient avoir des effets dévastateurs sur nos producteurs laitiers et leurs familles, » **a déclaré le Gouverneur Cuomo.** « J'encourage vivement nos voisins canadiens à reconsidérer ces réglementations potentiellement préjudiciables et à poursuivre nos relations commerciales courtoises et mutuellement bénéfiques. »

La lettre du Gouverneur coïncide avec le 25^e accord tri-national sur l'agriculture (25th Tri-National Agricultural Accord) tenu la semaine dernière dans la ville de Niagara Falls, Ontario, Canada. L'accord tri-national sur l'agriculture offre un forum aux États-Unis, au Canada et au Mexique pour travailler ensemble vers des priorités partagées et discuter de sujets importants, notamment du changement climatique, du commerce et de l'expansion des secteurs agroalimentaires.

Les actions du Gouverneur sont une réponse directe aux projets de réglementations de la province de l'Ontario et du comité canadien de gestion de l'approvisionnement en lait (Canadian Milk Supply Management Committee), qui comprennent la réglementation de classe 6 de l'Ontario et l'établissement proposé d'une nouvelle stratégie nationale sur les ingrédients (National Ingredient Strategy) qui pourrait, dans les faits, restreindre les

exportations new-yorkaises de lait ultra-filtré. Le lait ultra-filtré est un type de lait écrémé riche en protéines, qui est principalement utilisé dans la production de fromage et de yaourt. La lettre appelle le gouvernement canadien à confirmer que les réglementations de classe 6 de l'Ontario et la stratégie nationale canadienne (Canadian National Ingredients Strategy) sur les ingrédients sont toutes conformes aux politiques existantes de l'Organisation mondiale du commerce et à l'Accord de libre-échange nord-américain.

Au cours des derniers mois, l'État de New York a fait plusieurs tentatives pour trouver une solution acceptable aux deux parties. Lors d'une récente visite au Canada, la Lieutenant-Gouverneure de New York, Kathy Hochul, a soulevé les inquiétudes de l'État de New York avec les représentants du gouvernement canadien et, en août, le commissaire de l'agriculture de New York, Richard Ball, a envoyé une lettre à son homologue de la province de l'Ontario, soulignant la nature cruciale de la proposition et ses conséquences sur l'État de New York. Le commissaire Ball a participé à l'accord tri-national sur l'agriculture la semaine dernière afin de soulever les préoccupations de l'État de New York en personne.

New York exporte davantage au Canada que vers tout autre pays du monde. La semaine dernière, la relation bilatérale commerciale a totalisé 32,93 milliards de dollars de marchandises et a soutenu plus de 500 000 emplois au niveau régional. L'industrie laitière de New York est le plus grand secteur agricole de l'État. Avec plus de 5 000 exploitations agricoles, la majorité desquelles étant gérées par des familles, l'industrie laitière soutient le cadre de l'économie agricole. La communauté laitière a rapporté 2,5 milliards de dollars de vente, et l'industrie laitière a embauché près de 20 000 personnes à New York en 2015. Les produits laitiers new-yorkais représentent également au moins 50 pour cent de l'ensemble des produits agricoles de l'État de New York exportés à l'international.

La Lieutenant-Gouverneure Hochul a déclaré : « J'ai abordé la question avec de nombreux dirigeants canadiens aux niveaux les plus élevés de la part du Gouverneur Cuomo et des producteurs laitiers de l'État de New York. Les produits laitiers constituent l'une des industries agricoles les plus importantes de l'État de New York. Ces projets de réglementations seraient préjudiciables pour les agriculteurs, leurs familles et la relation avec nos partenaires commerciaux internationaux les plus solides. »

Le Commissaire à l'Agriculture de l'État, Richard A. Ball, a déclaré : « Les producteurs laitiers de New York comptent fortement sur les exportations de leurs produits et nous devons faire notre possible nous assurer qu'ils continuent à avoir un domicile pour leur lait. Nous espérons que le gouvernement canadien, qui examine ses options, prendra en compte son long et fructueux partenariat commercial avec New York et agira pour résoudre ce problème, qui serait néfaste pour notre industrie agricole. »

Le Membre du Congrès Charles B. Rangel a déclaré : « Je suis heureux de voir le Gouverneur Cuomo agir et s'attaquer aux réglementations laitières canadiennes qui auraient un impact néfaste sur l'économie de New York et les producteurs laitiers de notre nation. Il est soutenu par 22 membres des deux chambres et des deux partis de la délégation du Congrès de New York qui a envoyé une lettre au Président Barack Obama en septembre exprimant nos inquiétudes. Nous travaillerons ensemble pour nous assurer que les accords commerciaux ne nuisent pas aux travailleurs ou aux industries de chez nous. »

Le Membre du Congrès Louise Slaughter a déclaré : « Les fermes laitières sont un élément important de l'économie de notre région mais, malheureusement, elles sont tout aussi vulnérables aux mauvaises politiques commerciales que les industries manufacturières. J'appelle depuis longtemps à de meilleurs accords commerciaux et à une mise en application commerciale plus solide. C'est pourquoi je me suis jointe à mes collègues pour demander au gouvernement fédéral d'agir afin d'établir des règles du jeu équitables pour les producteurs laitiers new-yorkais. »

Le Membre du Congrès Tom Reed a déclaré : « Nos producteurs laitiers sont importants pour nous car cette industrie est essentielle pour notre économie locale et notre mode de vie dans la région. Il est justifié de tenir nos partenaires responsables et d'assurer un traitement équitable pour nos producteurs laitiers et leurs familles. Il s'agit d'une cause bipartisane autour de laquelle nous pouvons nous rassembler pour nous battre pour des résultats positifs. »

Le Membre du Congrès américain Sean Patrick Maloney (NY-18), membre du Comité sur l'Agriculture de la Chambre, a déclaré : « Les producteurs laitiers de New York produisent quelques-uns des produits les plus qualitatifs au monde tout en contribuant des millions à nos économies locales, et je souhaite remercier le Gouverneur Cuomo pour sa défense de ces familles travailleuses. Je suis impatient de travailler avec lui et les autres pour défendre nos producteurs laitiers concernant cette question importante. »

Le Membre du Congrès Elise Stefanik a déclaré : « Il s'agit d'une question cruciale à laquelle font face nos producteurs laitiers de North Country et je suis heureuse de l'annonce du Gouverneur Cuomo d'aujourd'hui. Les producteurs et les fabricants de produits laitiers ont déjà perdu des opportunités d'exportation depuis que l'Ontario a mis en place cette nouvelle politique au printemps dernier. Si l'accord est finalisé cet automne, j'ai bien peur que les ventes de produits laitiers au Canada s'érodent davantage à une époque où nos producteurs laitiers font face à des prix du lait parmi les plus bas de ces dernières années. Le commerce avec le Canada est très important pour New York et pour le Canada ; il est crucial que nous nous assurions que le Canada se souvienne de ce fait pendant qu'il envisage l'adoption de politiques supplémentaires relatives aux produits laitiers qui nuiront au secteur laitier de New York. »

Dean Norton, le Président du Bureau des Fermes de New York (New York Farm Bureau), a déclaré : « Le Canada est un partenaire commercial important pour l'État de New York et notre communauté agricole. À une époque où les prix du lait menacent la viabilité de certaines fermes familiales, toute mesure prise par les dirigeants canadiens pour restreindre la circulation du lait vers la province de l'Ontario et au-delà aura des impacts néfastes sur les exploitants agricoles et l'économie agricole dans son ensemble. Nous sommes reconnaissants envers le Gouverneur Cuomo et son administration d'avoir abordé cette question avec le Premier ministre, et le bureau des fermes de New York continuera à travailler avec les dirigeants de notre État et au niveau fédéral pour que le lait continue à circuler de l'autre côté de la frontière. »

Connie Tipton, Président et PDG de l'Association internationale des produits laitiers (International Dairy Foods Association), a déclaré : « Le non respect par le Canada de ses engagements commerciaux avec les États-Unis, notamment l'État de New York, est inacceptable. Ces politiques protectionnistes entrent directement en conflit avec les principes de marchés libres et de commerce équitable ainsi qu'avec les obligations du Canada dans le cadre de l'ALÉNA (North American Free Trade

Agreement, NAFTA) et de l'OMC (World Trade Organization, WTO). »

Jaime Castaneda, Vice-Président Senior de la Fédération nationale des producteurs laitiers (National Milk Producers Federation), a déclaré : « Le Canada méconnaît constamment ses obligations commerciales en ce qui concerne le commerce de produits laitiers. Tandis que les transformateurs et producteurs de produits laitiers investissent dans de nouvelles technologies pour fabriquer de nouveaux produits à exporter au Canada, ces nouvelles exportations ont été confrontées à de nouveaux outils politiques canadiens visant à entraver ces importations de produits laitiers. Depuis que les États-Unis ont intenté une action contre le Canada en 1997, nous permettons au Canada de continuer une politique sans fin de retrait de concessions commerciales. L'industrie laitière américaine en a assez. Le Canada doit respecter ses engagements pris dans le cadre de l'ALÉNA et de l'OMC dans l'industrie laitière aujourd'hui et à l'avenir. »

Kevin Ellis, PDG de Cayuga Milk Ingredients, a déclaré : « Les propriétaires d'exploitations agricoles de Cayuga Milk Ingredients ont investi plus de 104 millions de dollars dans des installations de pointe de traitement du lait afin de commercialiser leurs ingrédients laitiers dans le monde entier, ce qui inclue notamment la production de lait ultra-filtré. Le Canada envisage une stratégie nationale sur les ingrédients qui cible spécifiquement l'importation de lait ultra-filtré. L'action prise par le Canada semble incompatible avec les règles de l'ALÉNA et de l'OMC. Cayuga perdrait 25 % de ses ventes par cette action. Cela aura un effet dévastateur sur Cayuga, et nous exhortons nos représentants commerciaux américains à mener une enquête pour savoir si la stratégie nationale canadienne sur les ingrédients est conforme ou non aux règles de l'ALÉNA et de l'OMC. »

John Gould, Président du Conseil d'Administration d'O-AT-KA, a déclaré : « O-AT-KA Milk Products est une entreprise qui reflète les efforts, l'investissement et les espoirs de centaines de producteurs laitiers dans l'Ouest de New York et des centaines de personnes que nous employons à Batavia. Le Canada essaie constamment d'ériger des barrières commerciales là où il ne devrait pas y en avoir, et ce comportement expose 20 % de nos ventes ou environ 180 millions de livres de production laitière annuelle au risque de ne pas avoir de marché. Nous apprécions grandement le soutien du Gouverneur dans ce combat car le Canada ne devrait pas pouvoir changer unilatéralement des réglementations qui contreviennent à ses obligations envers des accords anciens. »

Larry Webster, PDG d'Upstate Niagara Cooperative, Inc., a déclaré : « Je me demande si nous, en tant que coopérative new-yorkaise, devrions accorder notre soutien au passage du partenariat transpacifique (Trans-Pacific Partnership) si nous ne pouvons pas avoir confiance dans le gouvernement canadien concernant le respect de ses anciens accords. La manière dont le premier ministre Trudeau réagira face aux projets réglementaires du comité canadien de gestion de l'approvisionnement en lait d'éliminer réellement l'importation de lait ultra-filtré devrait répondre à cette question. »

###